



FINO-Pointer 30.06.2020

Tunisie : La grève des chômeurs de Tataouine

Reinhard Schulze (FINO)

Le 27 juin 2020, le syndicaliste tunisien Tāriq Haddād a été libéré de prison pour rejoindre sa ville natale Tataouine (Tatāwin). D'innombrables personnes dans cette ville de 60 000 habitants du sud de la Tunisie ont accueilli le syndicaliste avec enthousiasme et vigueur. Haddād avait été arrêté le 17 juillet 2018 pour des raisons encore inconnues à ce jour. À l'époque, les autorités de sécurité pensaient probablement que son arrestation mettrait bientôt un terme aux manifestations dans les villes proches des zones de production pétrolière du sud de la Tunisie. Cependant, les autorités ont eu une fausse impression du conflit qui fermentait dans le sud de la Tunisie depuis des années.

Le mythe de Tataouine

Le centre de la protestation est la ville Tataouine, une fondation datant des premiers jours de la domination du protectorat français sur la Tunisie. C'est une ville sociologiquement jeune : la plupart des familles ne s'y sont pas installées avant la seconde moitié du XXe siècle, après avoir abandonné leur mode de vie essentiellement semi-nomade. Deux tiers des habitants se considèrent comme berbères. En dehors de la Tunisie, Tataouine s'est fait connaître principalement parce que le site a acquis une certaine notoriété en tant que "lieu" du premier film Star Wars. Encore et toujours, les touristes voulaient voir l'endroit, qui, comme la planète déserte Tatooine (!), était le domicile de Luke Skywalker. D'une certaine manière, cela a contribué au développement d'une forte conscience locale des jeunes de Tataouine. Plusieurs ont idéalisé leur propre résistance contre l'État avec la confrontation de Skywalker avec le "pouvoir".

Premières manifestations

En mars 2017, les jeunes habitants de la région se sont fait entendre pour la première fois lorsqu'ils se sont réunis pour des sit-in sur les routes d'accès aux sites de production pétrolière d'El Kamour (al-Kāmūr), situés à environ 120 km au sud de Tataouine. Au départ, seuls quelques jeunes militants, principalement de la confédération syndicale locale Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), voulaient empêcher l'exportation du pétrole produit. Mais bientôt, de plus en plus d'habitants de la ville ont commencé à manifester leur solidarité avec les manifestants. Ils ont demandé la réalisation d'un fonds d'État qui servirait à créer 2 000 postes de travail dans la région, à financer à partir des bénéfices de la production pétrolière. Même alors, le chômage des jeunes dans la région était déjà supérieur à 40 %. Les manifestants se sont plaints que la population locale ne tirerait aucun profit de la production de pétrole dans leur région.

Un contrat entre la société et l'État

Le dirigeant syndical tunisien Noureddine Taboubi (Nūr ad-Dīn Tabūbī) a aidé la campagne à toucher un plus large public. Les protestations se sont intensifiées à la fin du mois d'avril 2017. Presque toutes les routes d'accès, y compris celles en direction de la frontière libyenne, étaient désormais bloquées par les manifestants. Les premières tentatives de médiation ont échoué, le gouvernement n'étant pas en mesure de prendre des engagements concrets. Les protestations ont duré trois mois, mais le gouvernement a finalement cédé. Dans l'accord dit d'El Kamour du 16 juin 2017, qui a été signé avec l'accord du syndicat par le ministre du travail à l'époque 'Imād Hammāmī (actuellement responsable du ministère de la santé), le gouvernement s'est engagé à fournir 80 millions de dinars (environ 25 millions d'euros) pour créer des opportunités d'emploi pour les jeunes chômeurs de la région. L'accord garantissait également que 1 400 jeunes seraient employés par les sociétés mères des compagnies pétrolières, que 500 autres jeunes seraient payés par des sociétés de protection de l'environnement et que 500 autres jeunes seraient formés dans le secteur pétrolier grâce à une bourse mensuelle. En outre, 70 % des emplois dans les compagnies pétrolières devraient être attribués aux jeunes de la région.

Le rôle du secteur pétrolier et gazier

Depuis une quinzaine d'années, la production de pétrole et de gaz en Tunisie a gagné en importance. Elle génère jusqu'à 7% du PIB et 18% de la valeur des exportations tunisiennes. Ce n'est bien sûr rien comparé à l'Algérie et à la Libye, mais pour le petit pays qu'est la Tunisie, la production est une ressource importante pour stabiliser dans une certaine mesure l'économie du pays. Mais le déclin de la production après 2013 et la chute presque simultanée des prix ont réduit les revenus à un tiers du niveau de 2012. Sur 31 zones de production, seules cinq peuvent se targuer de taux de production plus importants pour l'économie d'exportation. Les concessions ont été partagées par British Gas et le groupe italien ENI. En avril 2016, Shell a

repris les concessions de British Gas. Le troisième acteur est le groupe autrichien OMV, qui a choisi la Tunisie comme sa plus importante zone de concession dans le monde arabe, en plus de ses activités en Libye et au Yémen. La Tunisie revêt également une importance particulière pour les groupes qui contrôlent plus de 60% de la production, car le pays dispose du meilleur système de gestion des ressources du monde arabe. C'est pourquoi le pays est considéré comme un partenaire fiable pour les entreprises, malgré les révoltes sociales qui se déroulent à plusieurs reprises dans les villes du sud et du centre de la Tunisie.

Mais le marasme économique après 2013 a considérablement affaibli le partenariat entre l'État et les entreprises. Avec l'accord d'El Kamour, l'État s'était pratiquement engagé à persuader les entreprises de mettre en œuvre les mesures contractuelles. Mais il n'en est rien sorti. Dès 2018, l'État a clairement indiqué qu'à part quelques mesures cosmétiques, les clauses de l'accord ne seraient pas appliquées dans un avenir proche. Et pour preuve, le syndicaliste Haddād, qui avait organisé la version sud tunisienne d'un mouvement d'Occupy, a été jeté en prison. Aucune accusation n'a jamais été portée.

Le renouveau de la protestation 2020

En janvier 2020, les syndicats ont relancé la pression sur Tataouine. Ils se sont mobilisés pour un nouveau mouvement d'occupation afin d'empêcher l'exportation de pétrole. Sous le slogan "Pas de travail, pas de pétrole", les routes d'accès aux zones de production pétrolière ont été à nouveau occupées. La population locale s'est montrée très favorable, mais en mars, les protestations ont pris fin involontairement en raison du verrouillage imposé par la pandémie de Covid-19 en Tunisie également. Mais à peine l'État avait-il assoupli les restrictions sur l'espace public en juin 2020 que les militants se sont mobilisés pour poursuivre les sit-in. Cette fois, plusieurs milliers de personnes se sont rapidement rassemblées dans les zones de steppe et ont empêché l'enlèvement du pétrole. Certaines choses rappelaient maintenant un grand mouvement de grève, à la

seule différence que les grévistes ne frappaient pas le travail, mais le manque de travail. Leurs exigences étaient claires : la pleine application de l'accord d'El Kamour.

La situation initiale était favorable. En février 2020, après des mois de querelles partisans, le Parlement tunisien s'était mis d'accord sur l'élection de l'ancien ministre des finances Elyes Fakhfakh, du parti social-démocrate Takāwul, qui n'était pas représenté au Parlement. Le gouvernement est soutenu par le parti islamique an-Nahda, qui a longtemps eu ses bastions dans le sud de la Tunisie. Lors des élections de 2019, les islamistes conservateurs nationaux ont également réussi à obtenir une nette majorité à Tataouine. Mais l'érosion sociale menace la base de pouvoir du Nahda. Sans cesse, de petites alliances ultra-islamiques se forment, s'équipant d'armes sorties clandestinement de Libye et s'imposant dans de petites zones de pouvoir isolées. Certains jeunes de la région considèrent les alliances ultra-islamiques comme le seul moyen d'échapper à leur situation de vie désolante.

Les syndicalistes et de nombreux manifestants prennent clairement leurs distances par rapport à ces alliances. Ils se considèrent comme des acteurs de la société civile qui veulent prendre en main la reconstruction sociale et économique du Sud négligé et partiellement négligé et tentent d'engager les entreprises dans ce but. Les petites entreprises ont déjà répondu à ce défi dans certains cas et, pour leur part, se sont engagées à respecter un code de conduite qui vise à promouvoir le développement social local, également d'un point de vue écologique. La libération de Tāriq Haddād est le signe que les autorités sécuritaires et judiciaires sont également intéressées par la désescalade. Toutefois, cela ne peut réussir que si les trois grandes entreprises qui ont une influence majeure sur le développement économique du pays, à savoir Shell, ENI et OMV, peuvent également être contraintes de faire face à leur responsabilité sociale en Tunisie. Si cela n'aboutit pas, la contestation sur le terrain risque de prendre des formes nouvelles, moins civiques. Les seuls bénéficiaires seraient alors les alliances ultra-islamiques.